

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1985/SR.13
15 février 1985
Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Quarante et unième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 13ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 12 février 1985, à 15 heures

Président : M. CHOWDHURY (Bangladesh)

SOMMAIRE

- Violation des droits de l'homme en Afrique australe : rapport du Groupe spécial d'experts (point 6 de l'ordre du jour) (suite)
- Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes colonialistes et racistes d'Afrique australe (point 7 de l'ordre du jour) (suite)
- Application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (point 16 de l'ordre du jour) (suite)
- Point 17 de l'ordre du jour :
 - a) Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale;
 - b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.6108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 45.

VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE : RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS (point 6 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1985/8, 14, 47; A/39/460)

CONSEQUENCES NEFASTES, POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AUX REGIMES COLONIALISTES ET RACISTES D'AFRIQUE AUSTRALE (point 7 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1984/8 et Add.1 et 2; projet de résolution I de la Sous-Commission)

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID (point 16 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1984/36 et Add.9 et 10; E/CN.4/1985/26 et Add.1 à 7; E/CN.4/1985/27)

Point 17 de l'ordre du jour :

- a) ETUDE, MENEES EN COLLABORATION AVEC LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES, DES MOYENS DE FAIRE APPLIQUER LES RESOLUTIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES RELATIVES A L'APARTHEID, AU RACISME ET A LA DISCRIMINATION RACIALE;
- b) MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION POUR LA DEUXIEME DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

1. M. KHERAD (Observateur de l'Afghanistan) déclare que depuis très longtemps la communauté internationale s'efforce d'éliminer le racisme, la discrimination raciale et les pratiques colonialistes et impérialistes, qui sont érigés en système par le régime de l'Afrique du Sud et qui font peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales. La forme de racisme la plus flagrante, la politique d'apartheid, qui a été qualifiée de crime contre la conscience et la dignité de l'humanité et qui est incompatible avec la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'avec d'autres déclarations et documents pertinents internationaux, a été condamnée à maintes reprises par l'Assemblée générale et par les conférences des pays non alignés. La proclamation de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale prouve que la communauté internationale est résolue à éliminer totalement et inconditionnellement le racisme et la discrimination raciale sous toutes leurs formes. Or, malgré les progrès accomplis et les efforts déployés, des millions d'être humains souffrent encore sous le joug de l'un des régimes les plus brutaux de l'histoire de l'humanité. Le régime d'apartheid, cette politique de classe fondée entièrement sur la ségrégation raciale, l'exploitation cruelle de la population, la répression politique et la torture, persiste en Afrique du Sud, où les autorités de Pretoria transforment le pays en une immense prison, étendant leur système criminel d'apartheid au territoire namibien qu'elles occupent. En outre, n'hésitant pas à faire naître l'hostilité et les conflits entre les peuples, le régime sud-africain mène sans relâche une politique d'agression contre les Etats africains voisins.

2. Le régime raciste n'oserait pas se conduire avec tant d'imprudence et d'arrogance s'il n'était pas assuré de l'assistance des Etats-Unis et de certaines puissances occidentales. Si une assistance économique, militaire, nucléaire et politique ne lui avait pas été fournie par certains pays membres de l'OTAN et par des sociétés transnationales occidentales ayant à l'évidence des intérêts politiques, économiques et stratégiques communs avec l'Afrique du Sud, il n'aurait pas pu constituer des moyens militaires aussi puissants. Le veto dont ces pays ont usé au Conseil de sécurité n'est qu'une manoeuvre diplomatique visant à préserver leurs intérêts dans la région et à poursuivre l'exploitation systématique des ressources humaines et naturelles de l'Afrique du Sud et de la Namibie, entravant ainsi les progrès sur la voie de la justice et de la paix.

3. De même, la situation dans les territoires arabes occupés par Israël, où la politique sioniste, vestige du colonialisme, est synonyme de répression, d'humiliation et de destruction, ne peut que susciter la plus grande préoccupation. Dans le monde entier, les peuples épris de paix s'alarment des liens politiques et militaires unissant le régime de Pretoria à celui de Tel-Aviv, qui fondent tous deux leur politique sur des idéologies racistes et sur le terrorisme d'Etat.

4. Le racisme et la discrimination raciale, dirigés notamment contre les travailleurs émigrés, les minorités nationales et les populations autochtones, continuent à sévir dans d'autres pays capitalistes, comme les Etats-Unis et certains pays occidentaux, où certains groupes et organisations se réclament ouvertement d'idéologies racistes et même du nazisme, du fascisme et du néofascisme. La communauté internationale a le devoir de faire tout ce qui est en son pouvoir pour qu'il soit mis fin à ces politiques racistes, pour que les pays cessent de coopérer avec le régime sud-africain et pour que les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie parviennent à la libération nationale et à l'indépendance. L'Organisation des Nations Unies a une responsabilité spéciale à l'égard des peuples opprimés, et le Conseil de sécurité doit en conséquence imposer sans tarder à l'Afrique du Sud les sanctions globales prévues au chapitre VII de la Charte. Pour sa part, la République démocratique d'Afghanistan appuie fermement toutes les mesures qui sont prises pour éliminer le colonialisme, le néocolonialisme, le racisme, la discrimination raciale, le sionisme, le fascisme, le néofascisme et l'apartheid. Elle réaffirme sa solidarité avec le peuple namibien et son seul représentant authentique, la SWAPO, ainsi qu'avec l'African National Congress, qui mènent une lutte héroïque contre le fléau de l'apartheid, pour l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays d'Afrique.

5. La victoire des mouvements de libération nationale des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie est désormais inévitable et ni la répression, ni les prétendues réformes constitutionnelles, ni le semblant d'élections qui a eu lieu avec l'approbation des Etats-Unis ne pourront entraver ces vastes mouvements d'émancipation, qui ont pour objectifs le respect de la dignité humaine, la justice et la paix.

6. M. CHARRY SAMPER (Colombie) rappelle que l'Assemblée générale a adopté à la quasi-unanimité un certain nombre de résolutions condamnant le racisme et la politique d'apartheid, et a utilement passé en revue les activités menées par les organismes des Nations Unies dans le cadre de la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La délégation colombienne se félicite des nombreuses études réalisées et des résolutions adoptées sur la question extrêmement préoccupante de la discrimination et de l'apartheid, qui représentent les pires fléaux de l'humanité, et elle approuve entièrement le programme de la deuxième Décennie. La communauté internationale ne doit toutefois pas prendre prétexte de cette lutte légitime pour passer sous silence d'autres pratiques tout aussi condamnables et donner bonne conscience aux responsables de ces pratiques. Il est cependant évident que ni la Commission des droits de l'homme, ni le Conseil économique et social, ni l'Assemblée générale ne peuvent traiter de toutes les questions en un seul temps, et c'est pourquoi il pourrait être utile de confier aux Africains eux-mêmes, victimes du colonialisme et de l'apartheid, l'étude de chaque question individuelle et prioritaire. En outre, la délégation colombienne a relevé un certain manque de coordination parmi les institutions de l'Organisation des Nations Unies dans la lutte contre la discrimination et l'apartheid en Afrique australe, et elle estime qu'il serait utile d'instaurer une entente plus étroite entre les activités du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, de l'Organisation internationale du Travail, de l'UNESCO, etc., afin d'éviter les

pertes d'efficacité et les doubles emplois. Enfin, les séminaires relatifs aux droits de l'homme seraient sans doute plus utiles dans la lutte morale contre le régime d'apartheid s'ils n'avaient pas lieu uniquement à Genève et s'ils étaient organisés également dans les diverses régions, où ils auraient davantage de répercussions.

7. La délégation colombienne a étudié soigneusement les rapports qui ont été établis et a prêté grande attention aux observations qui ont été formulées. Elle prend note des négociations qui ont eu lieu entre l'Afrique du Sud et les pays africains voisins, mais ne se prononce pas sur l'issue possible de ces négociations. Elle a également pris note des réformes juridiques apportées en Afrique du Sud pour instaurer un système tricaméral, mais elle n'approuve cependant pas la stratégie déguisée visant à diviser les groupes de non-Blancs, qui risque de conduire à des affrontements violents.

8. La délégation colombienne s'est félicitée de l'attribution au premier archevêque noir de Johannesburg, Mgr Desmond Tutu, du Prix Nobel de la paix. Elle espère que toutes les Eglises du monde mèneront une lutte commune contre la politique appliquée en Afrique australe et que les déclarations de l'archevêque Tutu, qui a enjoint au Gouvernement sud-africain de démanteler dans les deux ans qui viennent le système de ségrégation, ne resteront pas lettre morte. La Colombie appuie fermement toutes les initiatives pacifiques et s'oppose catégoriquement au recours à la violence. Pour sa part, elle n'entretient aucune relation avec l'Afrique du Sud, et elle engage la communauté internationale à redoubler de vigilance et à faire en sorte que tous les pays mettent fin à leurs relations avec le régime raciste d'Afrique du Sud.

9. En ce qui concerne la Namibie, il faut déplorer le manque de progrès dans l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, qui demandait un cessez-le-feu dans ce territoire et des élections libres sous le contrôle de l'ONU. A cet égard, le précédent du Zimbabwe incite pourtant à l'optimisme, car ce pays devenu indépendant donne l'exemple d'une société multiraciale où la majorité noire a accédé au pouvoir.

10. La Commission internationale de juristes a proposé de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice au sujet des mesures de privation de la nationalité prises par l'Afrique du Sud contre la population noire. A ce sujet, M. Charry Samper a quelques doutes : en premier lieu, la Cour est certes le principal organe judiciaire de l'ONU, mais on sait que certaines délégations demandent l'expulsion de l'Afrique du Sud, déjà privée du droit de vote; dans cette situation, on peut se demander s'il n'y aurait pas paradoxe, et comment l'Afrique du Sud accepterait un avis consultatif, même non contraignant. En deuxième lieu, il faut rappeler que certains pays n'acceptent pas la juridiction de la Cour internationale de Justice, d'une manière générale ou simplement dans certains domaines. En troisième lieu, on peut s'interroger sur l'effet d'un avis consultatif de ce genre. Le représentant de la Colombie se réfère à ce sujet aux articles 35 et 36 du Statut de la Cour. D'une manière générale, sa délégation est en faveur des recours juridiques, mais elle souhaite aussi que les pays africains concernés soient effectivement consultés auparavant, ainsi que les organisations non gouvernementales. Il ne faudrait pas qu'un recours de ce genre débouche sur une situation d'impuissance.

11. Enfin, le représentant de la Colombie, déplorant le sort des nombreux détenus des prisons sud-africaines, en particulier de Nelson Mandela, souhaite que la Commission use de tous les moyens possibles pour obtenir leur libération, en tenant compte des vœux du peuple sud-africain.

12. M. EKBLOM (Finlande), parlant au nom des pays nordiques, déplore que le fossé entre ce qui est demandé à la Commission et les réalités de la situation des droits de l'homme dans de nombreuses parties du monde n'ait pas été comblé ces dernières années; cela est particulièrement préoccupant alors que l'ONU s'apprête à célébrer son quarantième anniversaire. En particulier, alors que le Groupe spécial d'experts a été créé il y a 18 ans, il est encore douteux que son dernier rapport (E/CN.4/1985/8) puisse, avec le débat qu'il va susciter et les résolutions qui vont être adoptées, apporter des changements en Afrique australe. A ce propos, les délégations nordiques regrettent que le Gouvernement sud-africain ait fait savoir qu'il n'était pas en mesure de coopérer avec le Groupe spécial d'experts. Ils déplorent aussi que ce gouvernement ait pu trouver une excuse supplémentaire dans la présence de données inexactes dans le rapport du Groupe; il faudrait davantage de soin à cet égard, par souci de crédibilité.

13. Pour les pays nordiques, l'apartheid constitue la violation la plus systématique des droits de l'homme dans le monde. Ces pays ont adopté un programme d'action commun contre l'Afrique du Sud en 1978, programme qui notamment interdit ou décourage de nouveaux investissements en Afrique du Sud de la part des entreprises nordiques, et il vise aussi à faire cesser les contacts sportifs et culturels. En outre, les pays nordiques accroîtront leur assistance aux victimes de l'oppression en Afrique australe dans le domaine humanitaire et dans le domaine de l'éducation. Cette politique a été réaffirmée en juin 1984 à Stockholm, à l'occasion d'une réunion entre les ministres des affaires étrangères des Etats "de première ligne" et des pays nordiques. A la dernière session de l'Assemblée générale, une initiative commune des pays africains et des pays nordiques a abouti à la résolution 39/72G, concernant une action internationale concertée pour l'élimination de l'apartheid; il faut souhaiter que cette résolution, qui représente une approche nouvelle, aura une suite concrète.

14. Après l'adoption par consensus d'une Convention contre la torture à l'Assemblée générale, les renseignements concernant la persistance de la torture en Afrique du Sud et en Namibie sont particulièrement inquiétants. A ce propos, M. Ekblom se réfère aux paragraphes 174, 175 et 176 du rapport E/CN.4/1985/8, ainsi qu'au paragraphe 485 en ce qui concerne la Namibie.

15. Quant aux réformes constitutionnelles introduites en Afrique du Sud, elles ont été manifestement et à juste titre rejetées par la communauté internationale, et d'abord par la majorité des citoyens concernés, "coloured" et asiatiques y compris; on se souvient que la majorité noire n'a même pas été consultée. Le représentant de la Finlande dénonce également les pressions militaires et économiques que l'Afrique du Sud exerce pour déstabiliser les pays voisins et pour les dominer.

16. En ce qui concerne la Namibie, on sait que les pays nordiques demandent qu'il soit mis fin sans plus de retard à l'occupation illégale de ce territoire. Ils demandent que la population puisse exercer son droit d'autodétermination, par le moyen d'élections libres et équitables, sur la base de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. La Commission doit encourager les efforts faits dans cette direction. Enfin, M. Ekblom souhaite que les résolutions adoptées par la Commission au sujet de l'Afrique australe le soient à l'unanimité; les délégations qui rédigent les projets devraient avoir cet objectif présent à l'esprit.

17. M. DO TAT CHAT (Observateur du Viet Nam) déclare que la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain est à l'origine d'une terreur institutionnalisée et quasi permanente. On contraint des millions d'Africains à quitter leur terre natale pour les installer de force dans des zones stériles, dépourvues des moyens d'existence les plus élémentaires. Dans ces zones, l'apartheid les prive de leur

citoyenneté. Le rapport E/CN.4/Sub.2/1984/8 et Add.1 et 2 apporte à cet égard des preuves accablantes, tout en décrivant les efforts que la communauté internationale consacre à la lutte contre l'apartheid et contre les violations des droits de l'homme en Afrique du Sud et en Namibie.

18. Le régime sud-africain continue à ne tenir aucun compte des résolutions des Nations Unies, notamment de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, et cela en raison de l'aide des puissances occidentales, essentiellement des Etats-Unis. La politique perfide d'"engagement constructif" de l'administration américaine actuelle stimule la discrimination et l'oppression contre le peuple africain de l'Afrique du Sud, et elle encourage les incursions armées et les actions de déstabilisation du régime de Pretoria contre les Etats voisins. Bien que les Etats-Unis fassent partie des membres permanents du Conseil de sécurité, ce pays refuse d'appliquer la résolution 435 (1978) du Conseil, et il retarde l'indépendance de la Namibie en la faisant dépendre artificiellement du retrait des troupes cubaines d'Angola. Cette attitude négative provoque un mouvement de protestation même aux Etats-Unis d'Amérique, de la part non seulement des Noirs et des Blancs engagés depuis longtemps dans le combat antiraciste, mais aussi de milieux de plus en plus larges et de personnalités connues telles que le pasteur Jesse Jackson ou les sénateurs Kennedy et Hart. Il faut déplorer aussi que d'autres pays occidentaux apportent une aide économique, militaire et politique accrue au régime d'apartheid, ainsi que cela ressort du rapport E/CN.4/Sub.2/1984/8/Add.1.

19. Pour mettre fin à l'odieuse politique d'apartheid, menace pour la paix, il faut dénoncer toute collaboration politique, militaire ou économique avec le régime de Pretoria. Les prétendues réformes, l'adoption d'une "nouvelle constitution", etc., ne font qu'aggraver la situation explosive qui existe en Afrique du Sud. L'unique solution est d'abolir la politique d'apartheid. Le Viet Nam, pour sa part, a toujours condamné cette politique et ceux qui l'appuient, et il soutient sans réserve la lutte légitime des peuples de l'Afrique du Sud, de la Namibie et des Etats "de première ligne". De plus, il appuie pleinement la Déclaration et le Programme d'action de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

20. M. CINDI (Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques) constate qu'au cours des années la Commission et d'autres organes de l'ONU ont immensément contribué à la campagne internationale menée pour éliminer le fléau de l'apartheid, qui est aussi une des plus grandes menaces pour la paix et la sécurité internationales. A cet égard, l'OSPAA a salué l'adoption des nombreuses résolutions sur la question, ainsi que de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Pourtant, le régime d'apartheid se fait de plus en plus agressif, et il en vient à plonger toute l'Afrique australe dans un état de guerre virtuel. La présente session de la Commission, à l'approche du quarantième anniversaire de l'ONU, doit être l'occasion d'examiner à fond la situation grave des peuples d'Afrique australe, car cette situation est imposée par un pouvoir comparable au pouvoir nazi, écrasé il y a quarante ans.

21. Les rapports entre la majorité noire et le pouvoir blanc en Afrique du Sud ont toujours été comparables aux rapports entre colonisateurs et colonisés avec cette différence que les uns et les autres vivaient à l'intérieur des mêmes frontières. Aujourd'hui, en prétendant accorder l'indépendance aux bantoustans, l'Afrique du Sud semble répondre positivement aux appels universels en faveur de la décolonisation, mais en fait elle crée ainsi des zones où seront confinés les Noirs dont le travail ne lui est pas immédiatement nécessaire.

L'Afrique du Sud, après avoir exproprié les Noirs de leurs terres, leur refuse à présent l'identité sud-africaine. Cette application systématique de politiques de génocide est une manière de nier l'existence des Africains qui fait penser à la "solution finale" de Hitler. Le régime d'apartheid a pour objectif ultime de créer une constellation d'Etats noirs qu'il aura à sa merci, tout en imposant en Namibie un règlement excluant la formation d'un gouvernement par la SWAPO et en forçant les Etats voisins à s'associer à ce projet. Mais ce régime, dans les tentatives qu'il fait pour réaliser son dessein, se heurte à la résistance résolue et massive des peuples de l'Afrique du Sud et de la Namibie, dirigés par l'ANC et la SWAPO.

22. L'ONU a demandé qu'on ne reconnaisse pas les bantoustans, mais on signale que certains pays occidentaux acceptent les passeports de ces territoires, ce qui implique une reconnaissance de fait; l'OSPAA demande que la Commission condamne cette pratique. Elle demande également que soit condamnée la constitution frauduleuse récemment introduite par l'Afrique du Sud raciste. Pour sa part l'OSPAA, par l'intermédiaire des comités nationaux qu'elle possède dans 88 pays d'Afrique et d'Asie, a contribué résolument à l'application des résolutions de l'ONU sur l'apartheid. En collaboration avec les organes compétents de l'ONU et avec d'autres ONG, elle a oeuvré pour isoler complètement le régime d'apartheid et apporter le plus grand soutien aux mouvements de libération (ANC et SWAPO).

23. Il faut déplorer que le succès des efforts de la communauté internationale soit compromis par l'attitude d'un certain nombre de pays occidentaux, et en particulier par les Etats-Unis d'Amérique sous l'administration Reagan. La coopération nucléaire entre d'une part le régime sud-africain et d'autre part un certain nombre de pays occidentaux et Israël est particulièrement dangereuse pour la paix et la sécurité, en Afrique australe et dans le monde.

24. Face à cette situation, l'OSPAA demande l'application de sanctions économiques obligatoires contre l'Afrique du Sud et d'un embargo efficace sur les armes, conformément au Chapitre VII de la Charte. Elle demande un soutien accru à l'ANC et à la SWAPO ainsi qu'aux Etats "de première ligne". Elle condamne résolument les attermoissements du régime raciste en ce qui concerne l'indépendance de la Namibie, en particulier l'exigence du retrait des troupes cubaines d'Angola, et elle demande l'application rapide de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. L'OSPAA souhaite également des efforts renouvelés de la part de la Commission pour la libération de Nelson Mandela et des autres prisonniers politiques. Enfin elle tient à remercier vivement le Groupe spécial d'experts, ainsi que l'OUA et son Comité de libération.

25. M. FATIO (Communauté internationale baha'ie) déclare qu'en proclamant, à sa trente-huitième session, la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, l'Assemblée générale a en quelque sorte mis la communauté mondiale au défi d'examiner de façon franche et constructive le problème du racisme et de la discrimination raciale. La Communauté internationale baha'ie se félicite de cette proclamation et en particulier du plan d'activités élaboré par le Secrétaire général et approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 39/16.

26. La Communauté internationale baha'ie a déjà eu l'occasion de souligner que les préjugés constituaient un obstacle important à l'élimination de la discrimination raciale; et de suggérer les mesures à prendre dans le domaine de l'enseignement pour mieux faire prendre conscience à tous de l'unité profonde de la race humaine. On peut noter que dans sa résolution 1984/36, la Commission a félicité l'UNESCO de l'action menée par cette organisation dans le domaine de l'éducation pour lutter contre le racisme, et a lancé un appel aux Etats pour qu'ils encouragent les établissements d'enseignement, en particulier au niveau du primaire, à prévoir dans leurs programmes l'étude de la notion d'unicité de la race humaine. De son côté, la Sous-Commission de la lutte contre la discrimination et de la protection des

minorités a souligné, dans sa résolution 1984/5, l'importance des initiatives pédagogiques qui sont envisagées dans le projet de plan d'activités du Secrétaire général. L'éducation est essentielle en effet, de ce point de vue, parce qu'elle contribue à éliminer dès que possible les préjugés et parce qu'elle facilite l'application des principes de l'unité et de l'égalité raciales. Mais pour cela, il faut que l'éducation ait un caractère spirituel, et qu'elle contribue à l'épanouissement de l'amour, de la bonté et de la compréhension. Les contacts et les échanges quotidiens avec d'autres races peuvent apporter s'ils sont inspirés par l'humilité, la compassion et la justice, un précieux complément aux programmes scolaires, et beaucoup contribuer à l'élimination des préjugés raciaux. C'est dans cet esprit que les écrits baha'is donnent le conseil suivant : "Fermez vos yeux aux différences raciales et accueillez tous les êtres humains dans un esprit d'unité".

27. Dans la vie quotidienne et au niveau local, les contacts avec les autres races peuvent être encouragés avant tout dans le cadre familial, en incitant les jeunes enfants à entrer en rapport avec d'autres enfants de milieux raciaux ou ethniques différents. Les parents peuvent aussi chercher eux-mêmes à se lier avec des personnes d'autres races, afin de manifester l'amour et l'intérêt qu'ils portent à tous les hommes. Il est possible de favoriser également le dialogue dans le milieu professionnel. En effet, le fait de travailler aux côtés de personnes d'autres races permet de mieux les comprendre et de se rendre compte du caractère illusoire des barrières raciales. Il est possible, en particulier, d'encourager des personnes d'origine raciale ou ethnique différente à collaborer à des projets de services communautaires ou de projets de développement économique au niveau des villages. On peut chercher à promouvoir aussi les contacts sociaux entre tous les membres des communautés locales à l'occasion des fêtes ou des manifestations communautaires ou villageoises. Les communautés baha'ies du monde entier se sont efforcées de promouvoir ces formes d'échanges dans le cadre de projets de services ou à l'occasion des rassemblements baha'is. Il serait opportun, enfin, de créer des groupes de relations communautaires et d'autres organismes chargés des relations raciales - initiative à laquelle le Secrétaire général propose de consacrer un séminaire - afin de favoriser le dialogue et la consultation et de faciliter la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie.

28. Les communautés baha'ies du monde entier continueront à mettre en oeuvre, à travers ces formes d'action, le principe de l'unité et de l'égalité des peuples de toutes races et origines ethniques.

29. M. ZOLLER (Pax Christi, Mouvement international catholique pour la paix) déclare que l'année 1984 a été particulièrement importante pour l'histoire sud-africaine, dans la mesure où elle a marqué l'entrée en vigueur d'une nouvelle constitution ethnique et renforcé le rôle d'une petite classe privilégiée, tout en refusant les droits politiques à la majorité africaine. On a procédé à cette restructuration de l'apartheid en admettant les Asiatiques et les Métis au sein de parlements séparés et inégaux. La critique de constitution ethnique a été un point de ralliement de la résistance populaire, qui a regroupé la jeunesse, les femmes, les communautés, l'église, les groupes musulmans et d'autres groupes. En réponse, l'Etat a renforcé sa répression à l'encontre de la population noire, et principalement des groupes affiliés au Front d'unité démocratique (UDF), qui avait lancé avec succès, en août 1984, un appel au boycottage des élections au parlement tricaméral. Le United Democratic Front est patronné par de nombreux responsables chrétiens, et des organisations chrétiennes y sont affiliées. Durant sa réunion des 23-25 août 1983, le Conseil de la Conférence des évêques catholiques d'Afrique australe (SACBC) a constaté que les buts et les intentions de l'UDF en ce qui concernait la nouvelle constitution proposée et les lois Koornhof étaient conformes aux positions de la Conférence.

30. Dans une lettre pastorale du 20 juillet 1983, les Evêques ont déclaré que la constitution en question n'était pas une démarche satisfaisante sur la voie de la paix en Afrique du Sud. Selon eux, cette constitution était très loin de ce qu'exigeaient la vérité, l'amour et la justice, puisqu'elle omettait de préciser les droits et les devoirs de tous, ne reconnaissait pas la grande majorité du peuple, assurait la poursuite de la discrimination raciale et accordait beaucoup trop de pouvoirs au Président.

31. Dans le domaine de l'éducation, l'incapacité du Gouvernement sud-africain à répondre aux propositions de la Commission De Lange pour un département unitaire de l'enseignement a conduit à un large mouvement de protestation des étudiants, qui ont été de 250 000 à 500 000 à boycotter, durant presque toute l'année, les établissements d'enseignement. Ces jeunes ont été traités impitoyablement par la police, puisque de février à novembre 1984 il y a eu plus de 150 morts, en majorité des jeunes, dans les émeutes urbaines.

32. Le Congrès des étudiants sud-africains (COSAS) a souffert, lui aussi, de la répression. Nombre de ses membres ont été arrêtés et torturés par les forces de sécurité. Bogani Khumalo a été tué et son frère Jabulani sévèrement battu. Selon des journalistes dignes de foi, plus de 1 000 personnes ont été détenues de janvier à novembre 1984.

33. Le recours à la force militaire dans les faubourgs noirs s'est accentué lui aussi. En octobre et novembre 1984, 7 000 soldats ont encerclé Sebokeng, Sharpeville et Boipatong et fouillé des habitations à Tembisa. Les Evêques catholiques qui avaient déclaré que l'occupation militaire des faubourgs était de nature à provoquer la colère des masses ont vu leur prédiction confirmée quand 25 personnes ont trouvé la mort dans des émeutes à la suite du boycottage de novembre. La plupart des victimes ont été tuées par la police. Plusieurs responsables syndicaux ont également été arrêtés. En outre, ceux qui cherchent à assister les détenus ont de plus en plus de difficulté à retrouver ces personnes qui deviennent des "disparues", et à entrer en contact avec elles une fois qu'elles sont en prison.

34. L'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud s'inscrit dans le cadre de la politique actuelle de répression. Dans la zone d'Ovambo et de Kavango, le recours à des unités secrètes de contre-insurrection, telles que les "Koevoets" se poursuit, de même que continuent les arrestations de membres du clergé et de non-combattants. Des sources religieuses ont fait état d'explosions de mines installées par les forces de sécurité sur des terrains appartenant à l'Eglise, ainsi que d'une attaque dirigée contre les imprimeries de l'Eglise à Oniipa. Une délégation oecuménique de dirigeants religieux sud-africains qui s'est rendue en Namibie en septembre 1984 a confirmé que la situation des droits de l'homme y avait peu évolué depuis le rapport de la SACBC consacré à la Namibie en 1982. La BBC et une autre chaîne de télévision ont diffusé des films sur la Namibie qui confirment la préoccupation des Eglises en ce qui concerne des cas de torture dans plusieurs parties de ce territoire.

35. Le pouvoir s'est efforcé de réduire au silence les Eglises qui ont condamné catégoriquement les violations des droits de l'homme en Namibie. Le Windhoek Observer a dû se taire et le 18 février 1985, le Président de la SACBC, l'archevêque Denis Hurley, comparaitra pour répondre des propos qu'il a tenus lors d'une conférence de presse le 3 février 1983. En effet, présentant le rapport de la délégation de la SACBC en Namibie, Mgr Hurley avait donné des détails sur les atrocités commises par les "Koevoets". Selon les autorités, rien ne permet raisonnablement de croire que sa déclaration était fondée. Mgr Hurley, lui, plaide non coupable. L'action de l'Etat contre le président de la SACBC prouve à l'évidence que les autorités tentent

de réduire au silence les Eglises sur les questions relatives aux violations des droits de l'homme en Namibie. Un grand nombre de délégations et de journalistes ont en effet confirmé la brutalité des "Koevoets", et plusieurs cas de meurtre et de torture impliquant les forces de contre-insurrection ont été soit déférés devant les tribunaux, soit prouvés par des témoignages.

36. Ce refus systématique et institutionnalisé de reconnaître les droits de l'homme en Afrique du Sud et en Namibie, refus lié au retrait de la citoyenneté sud-africaine à des millions de Noirs en échange d'une appartenance nébuleuse à des bantoustans, constitue une telle somme de violations des droits de l'homme qu'il est permis de douter de la légitimité du Gouvernement sud-africain. Il est significatif que dans sa résolution 554 (1984), le Conseil de sécurité ait qualifié la nouvelle constitution ethnique de "nulle et sans objet". L'occupation militaire des faubourgs et la poursuite de l'occupation militaire illégale de la Namibie prouvent de plus en plus le caractère essentiellement colonial du régime sud-africain. On observe les signes de plus en plus nombreux d'une guerre civile, guerre qui a déjà frappé les Etats voisins, avec des conséquences économiques désastreuses. C'est ainsi qu'en 1984-1985, l'Afrique du Sud devient encore davantage une menace pour la paix dans la région et, potentiellement, pour la paix dans le monde.

37. M. AL QUATAISH (Observateur du Yémen démocratique) déclare que les violations des droits de l'homme en Afrique australe, que la Commission examine depuis des années, constituent en quelque sorte le comble du mépris vis-à-vis de l'ONU tout entière. En effet, le système d'apartheid, qui consiste dans l'exploitation de la majorité noire par la minorité blanche, est une violation de tous les droits de l'homme, de tous les principes et de tous les idéaux. Il a été condamné à maintes reprises par l'ONU et déclaré crime contre l'humanité. Les "réformes" constitutionnelles de façade faites par les autorités sud-africaines ne peuvent donc ni déboucher sur une évolution positive, ni mettre un terme à la politique d'apartheid.

38. On a assisté en 1984 à une recrudescence de l'oppression et de la violence dans toute l'Afrique australe et en particulier en Afrique du Sud. Le refus opposé par la population noire aux prétendues "réformes" constitutionnelles s'est traduit par une série de grèves et d'émeutes qui se sont poursuivies durant des semaines. Ces réformes, qui visent en réalité à consolider le système et à priver la population noire de sa citoyenneté, sont une gifle cinglante à l'humanité tout entière et pas seulement à la population sud-africaine. La communauté internationale se doit donc de rejeter sans équivoque cette violation totale des droits de l'homme, comme l'Assemblée générale l'a déjà fait dans ses résolutions 38/11 et 39/2. De son côté, le Conseil de sécurité a estimé, dans ses résolutions 554 (1984) et 556 (1984), que les réformes en question étaient contraires aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies.

39. Si l'embargo proclamé par la communauté internationale contre l'Afrique du Sud a échoué, c'est en raison de la sympathie dont témoignent les forces impérialistes, et au premier chef les Etats-Unis d'Amérique, à l'égard du régime sud-africain. Nul n'ignore que le Premier Ministre de l'Afrique du Sud, M. Botha, s'est rendu dans plusieurs pays occidentaux, qui continuent à collaborer avec l'Afrique du Sud tout en prétendant qu'ils ne peuvent pas empêcher leurs sociétés privées de commercer avec ce pays. Le régime sud-africain est donc encouragé en quelque sorte à bafouer les droits de l'homme et à passer outre à ses responsabilités internationales.

40. Quant à ce qu'il est convenu d'appeler la politique d'"engagement constructif", elle ne vise qu'à retarder l'application des sanctions décrétées contre l'Afrique du Sud et à renforcer les relations politiques, économiques et militaires que certains pays entretiennent avec elle. Ceci ne fait que consolider les fondements de l'apartheid et appauvrir les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie.

41. L'Afrique du Sud poursuit par ailleurs sa politique d'agression contre les Etats voisins. Les arrestations arbitraires sont de plus en plus nombreuses, de même que les interventions des forces militaires. Tout ceci ne laisse pas présager une évolution de l'attitude des autorités sud-africaines, qui sont parvenues à briser l'embargo et à remettre en cause tous les progrès déjà réalisés en vue d'éliminer l'apartheid. La coopération entre le régime de Pretoria et le régime de Tel-Aviv est bien connue et le Comité spécial contre l'apartheid a insisté à maintes reprises sur les liens qui existent entre ces deux régimes racistes, qui ont recours à des moyens similaires pour atteindre des objectifs voisins.

42. Ni les résolutions de l'ONU, ni la politique dite d'"engagement constructif" ne peuvent remédier à cette situation. Le régime de Pretoria continue à bafouer la justice et les principes du droit international et à développer ses relations économiques, militaires et technologiques avec d'autres régimes racistes. La seule solution consiste donc dans un embargo total imposé par tous les Etats au régime de Pretoria. En conclusion, M. Al Quataish tient à citer des paroles de Nelson Mandela, emprisonné depuis plus de vingt ans dans les geôles sud-africaines : "Ma liberté est indissociable de celle de mon peuple".

43. Mme GRAF (Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples) souhaiterait formuler, au nom de son organisation, quelques brèves observations au sujet de la portée actuelle de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

44. Cette convention, qui a le mérite de faire de l'apartheid un crime international assimilable à un crime contre l'humanité, n'est entrée en vigueur que dans les Etats qui l'ont ratifiée ou y ont adhéré. Aussi, la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples invite-t-elle la Commission à lancer un appel aux nombreux Etats qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils ratifient la Convention ou y adhèrent.

45. Mme Graf rappelle que les Etats parties à la Convention se sont engagés, aux termes de l'alinéa b) de l'article IV, à "prendre des mesures législatives, judiciaires et administratives pour poursuivre, faire juger et punir, conformément à leur juridiction, les personnes responsables ou accusées des actes" constitutifs du crime d'apartheid. Elle souligne que ces mesures sont indispensables pour donner effet à l'article III de la Convention, selon lequel "sont tenus pour pénalement responsables sur le plan international ... les personnes, les membres d'organisations et d'institutions et les représentants de l'Etat, qu'ils résident sur le territoire de l'Etat dans lequel les actes sont perpétrés ou dans un autre Etat ...".

46. Le Gouvernement sud-africain a procédé récemment à une prétendue "réforme constitutionnelle" tendant à accorder certains droits politiques aux Métis et aux Asiatiques. La "nouvelle constitution" est entrée en vigueur le 3 septembre 1984, après l'élection, le 22 août de la même année, de députés "métis" et, le 28 août, de députés "asiatiques". Ces élections se sont soldées par un véritable échec, le nombre des votants des deux communautés ayant été très faible, malgré les vives pressions exercées par le pouvoir blanc et la sévère répression dirigée contre les opposants. Cette "nouvelle constitution", loin d'atténuer en quoi que ce soit la politique criminelle d'apartheid, ne

fait que la renforcer et l'institutionnaliser. Outre que les deux minorités prétendument bénéficiaires sont réparties dans des collèges séparés et ne se voient accorder aucun pouvoir véritable, la "nouvelle constitution" consacre le fait que l'immense majorité de la population, la communauté "noire", est privée de tous les droits politiques, même les plus élémentaires.

47. Il apparaît donc que cette "nouvelle constitution" est un des éléments constitutifs du crime d'apartheid visés à l'alinéa c) de l'article II de la Convention, en ce qu'elle s'inscrit dans le cadre "de mesures, législatives ou autres, destinées à empêcher un groupe racial ou plusieurs groupes raciaux de participer à la vie politique, sociale, économique et culturelle du pays ...".

48. M. NCHAMA (Mouvement international pour l'Union fraternelle entre les races et les peuples) note qu'en dépit des innombrables résolutions et déclarations condamnant sa politique criminelle fondée sur la discrimination raciale, l'Afrique du Sud continue de violer de manière flagrante le droit international. Cette violation des normes du jus cogens est une grave menace pour la paix non seulement en Afrique du Sud mais dans le monde. C'est cette même Afrique du Sud - dont il faudrait examiner la légitimité, comme la Commission l'avait recommandé dans la résolution 12 (XXXV), adoptée en 1979 - qui essaie de sortir de son isolement. Faisant prétendument preuve de bonne volonté, le régime sud-africain a proposé, en 1983, qu'une nouvelle constitution soit adoptée par référendum. Mais il ne faut point s'y tromper. Un des objectifs de cette nouvelle constitution est de pouvoir recruter les Métis et des Asiatiques d'Afrique du Sud dans les forces armées sud-africaines pour accentuer la répression interne et l'agression contre les Etats africains indépendants. Contrairement aux thèses développées par le Gouvernement sud-africain, la nouvelle constitution ne saurait à aucun égard être tenue pour une étape vers la garantie de l'égalité des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels au profit des Noirs, des Asiatiques et des Métis. Elle a été conçue et formulée sans la participation des représentants authentiques de tous les peuples de l'Afrique du Sud. Elle a été approuvée par deux tiers des Sud-Africains blancs qui, seuls, ont le droit de vote, et elle permet au régime sud-africain de dresser une barrière légale entre d'une part les Métis et les Asiatiques, qui représentent 3,5 millions de personnes, et d'autre part la majorité noire, constituée par 25 millions de personnes. Le fait même que cette constitution prévoie un Parlement à trois chambres séparées, constituées selon le critère de la race, suffit à illustrer la politique de discrimination raciale que l'Afrique du Sud continue de suivre.

49. L'Assemblée générale ne s'y est pas trompée qui, en novembre 1983, par sa résolution 38/11, déclarait que les prétendues "propositions constitutionnelles" étaient contraires aux principes de la Charte des Nations Unies, que les résultats du référendum étaient dénués de toute validité et que l'entrée en vigueur de la "constitution" prévue ne ferait qu'accroître la tension et aggraver les conflits en Afrique du Sud et dans l'ensemble de l'Afrique australe, et qui a rejeté tout prétendu "règlement négocié" fondé sur la création de bantoustans ou sur les "propositions constitutionnelles".

50. Cette "nouvelle constitution" se caractérise par la création d'un parlement à trois chambres (article 37) : la Chambre d'assemblée, comptant 178 membres, tous blancs (article 41), la Chambre des représentants, de 85 membres, tous métis (article 42) et la Chambre des députés, comptant 45 membres, tous d'origine asiatique (article 43). Dans la mesure où les Métis et les Asiatiques n'ont pas été consultés à propos de cette constitution, la composition des Chambres atteste sans ambiguïté l'intention du régime sud-africain de perpétuer la domination et le contrôle exercés par les Blancs. Chacune des Chambres légifère séparément pour les questions intéressant sa propre communauté, mais seul le Président de la République peut trancher la question de savoir si une question intéresse une "communauté" ou si elle est d'intérêt "général", sans qu'il soit possible de faire appel de cette décision, pas même devant la Cour suprême.

51. Pour ce qui est de l'administration et du contrôle des "affaires concernant les Noirs", ils continuent de relever de la responsabilité du Président de la République. Celui-ci a vu ses pouvoirs et prérogatives renforcés : il est le chef suprême des armées; il proclame et lève la loi martiale; il déclare la guerre; et toute loi requiert son assentiment. Aux termes de l'article 7 de la "nouvelle constitution", le Président de la République est élu par un collège électoral composé de 50 membres blancs, 25 membres métis et 13 membres asiatiques. De ce fait, les Asiatiques et les Métis ne peuvent en aucune manière influencer sur son élection. De même, leur influence est nulle en ce qui concerne les questions dites d'intérêt général, bien que la constitution prévoie que chaque chambre vote séparément sur ces questions : en effet, en cas de désaccord entre les Chambres, le Président de la République soumet les projets ou les différentes versions, selon le cas, au "Conseil présidentiel", soit pour solliciter son avis, soit pour lui demander de prendre une décision (article 32). Ce "Conseil présidentiel", institué aux termes de l'article 70, comprend 60 membres, dont 20 Blancs, 10 Métis et 5 Asiatiques, les 25 autres membres étant nommés par le Président de la République lui-même.

52. Quels changements réels peut apporter une telle constitution qui, par le biais de son article 87, maintient en place un arsenal législatif destiné à empêcher toute forme d'opposition au régime ? Tant que le système des lois édictées expressément pour priver les Africains de leurs droits élémentaires et de leurs libertés fondamentales n'aura pas disparu, il n'y aura pas le moindre changement dans la situation en Afrique du Sud. En effet, les Noirs sont exclus de la vie politique et doivent, selon les autorités sud-africaines, se contenter des droits politiques qu'ils peuvent exercer dans les bantoustans prétendument "indépendants".

53. Cela n'a rien de surprenant pour qui se souvient des déclarations de M. Mulder, ministre sud-africain de l'administration bantoue, selon lesquelles il n'y aurait pas un seul homme noir avec la citoyenneté sud-africaine le jour où la politique d'apartheid serait pleinement réalisée, car chaque Noir aurait sa place en fin de compte dans un nouvel Etat indépendant. C'est également cet objectif que vise non seulement la nouvelle constitution, mais aussi l'odieuse politique qui consiste à priver les Noirs de la nationalité et à opérer des transferts forcés de populations. L'exemple le plus récent est la tentative faite par le régime sud-africain pour céder le Kanyane au Swaziland. Cette tentative n'a pas encore abouti, mais il est évident que la cession proposée n'est rien d'autre qu'une mutation de la politique des bantoustans et qu'elle constitue un exemple éloquent des mesures extrêmes que l'Afrique du Sud est résolue à prendre pour assurer le développement séparé, amorcé légalement en 1948. La politique d'apartheid ne peut être modifiée. Elle doit être détruite. Et la seule autre politique consiste à donner les mêmes droits civils et politiques aux Noirs et aux Blancs, c'est-à-dire à appliquer le principe "à chacun une voix".

54. M. DAOUDY (République arabe syrienne), exerçant son droit de réponse, relève qu'à la séance précédente, l'observateur d'Israël a, dans l'exercice de son droit de réponse, abordé un des problèmes soulevés à une séance précédente par la délégation syrienne, et qu'il a évoqué également la toute récente réélection du Président de la République arabe syrienne, le président Assad. Les observations ainsi formulées n'avaient absolument rien à voir avec les points à l'examen. L'observateur d'Israël veut-il semer la confusion à la Commission, retarder ses travaux ? La délégation syrienne n'a jamais, pour sa part, analysé le régime politique, dont il y aurait beaucoup à dire, en vigueur en Israël, cette prétendue démocratie où 700 000 Palestiniens sont privés de leurs droits politiques.

55. Quant à la réélection du président Assad, M. Daoudy réaffirme que le peuple syrien s'en réjouit et qu'il est très fier du rôle que joue son Président pour faire échec aux desseins agressifs d'Israël dans la région.

56. Pour ce qui est des questions à l'examen, M. Daoudy répète que la collaboration économique, militaire, nucléaire et autre entre l'Afrique du Sud et Israël est incontestable. Nombreuses sont les références à ce sujet, mais M. Daoudy se contente de citer certains passages fort éloquentes d'un ouvrage intitulé "The Unnatural Alliance", de James Adams.

57. M. Daoudy prie le Président de la Commission de bien vouloir inviter l'observateur d'Israël à limiter ses interventions aux points à l'examen.

58. Le PRESIDENT prie toutes les délégations de bien vouloir s'en tenir aux questions à l'étude.

59. Mme POC (Observateur du Kampuchea démocratique), exerçant son droit de réponse, souhaite, en sa qualité de représentante d'un pays directement victime d'une agression étrangère, répondre à la déclaration faite par l'observateur d'un pays qui se pose en champion de la cause des droits de l'homme à la Commission.

60. Comment cet observateur ose-t-il prétendre défendre les droits des autres peuples quand, depuis près de six ans, les forces d'occupation de son pays au Kampuchea - 200 000 hommes - bafouent les droits de l'homme de la population innocente et se livrent à son endroit à des actes multiples d'atrocité - exécutions massives, arrestations, châtiments arbitraires, viols, pillages, travail forcé, etc. ? Qui plus est, ce pays a envoyé plus d'un million de ses nationaux au Kampuchea pour s'approprier les terres ou d'autres biens kampuchéens.

61. Comment cet observateur ose-t-il lancer un appel à un autre pays pour qu'il respecte la Charte des Nations Unies et les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, quand le sien viole de façon aussi flagrante le droit international et les instruments pertinents de l'Organisation des Nations Unies ? Non seulement son pays ne tient aucun compte des résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission, mais encore il a choisi de répondre aux appels de la communauté internationale par des attaques militaires contre les forces de la résistance du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique. C'est ainsi que de nombreux civils innocents, personnes âgées, femmes et enfants, ont été tués ou blessés, ou encore ont été obligés de quitter leur camp et de chercher un refuge provisoire sur le territoire thaïlandais. Les tensions en Asie du Sud-Est ont atteint leur paroxysme. Ces attaques préméditées ne peuvent être qualifiées que d'actes de "terrorisme", ainsi que le Prince Sihanouk, Président du Kampuchea démocratique, l'a déclaré. Ces actes sont en fait un crime monstrueux contre l'humanité.

62. Pour ce qui est de la politique d'apartheid en Afrique du Sud, le Kampuchea démocratique, pays victime lui aussi, est pleinement solidaire de la lutte livrée par les peuples africains pour l'exercice de leurs droits inaliénables à l'auto-détermination, et il condamne les brutalités du régime de Pretoria.

63. La délégation du Kampuchea démocratique traitera des crimes et des violations des droits de l'homme commis au Kampuchea démocratique ultérieurement, lorsque la Commission abordera l'examen du point 9 de son ordre du jour.

64. Le PRESIDENT souligne que la délégation du Kampuchea démocratique aurait dû limiter son intervention aux questions à l'étude.

65. M. DOWEK (Observateur d'Israël), exerçant son droit de réponse, déclare qu'il n'est pas dans son intention de faire perdre son temps à la Commission. A cet égard on se souviendra qu'à une séance précédente le Président ayant demandé aux participants de ne pas rouvrir le débat, il a renoncé à son droit de réponse. Il espère que toutes les autres délégations, sans exception, tiendront compte de cet appel et que la même règle s'appliquera uniformément à toutes les délégations.

66. M. Dowek ne comprend pas très bien la réponse que la délégation syrienne vient de faire. Il partage sa fierté et sa joie devant la réélection du Président Assad et répète qu'il en a admiré le déroulement démocratique.

67. M. DAOUDY (République arabe syrienne), soulevant un point d'ordre, déplore que l'observateur d'Israël n'ait pas entendu l'appel du Président. Il répète que les élections en Syrie n'ont rien à voir avec les points inscrits à l'ordre du jour.

68. Le PRESIDENT déclare qu'en l'absence d'objection, il considérera que la Commission, dans l'intérêt d'un débat ordonné, décide que les interventions porteront sur les seules questions inscrites à son programme journalier, étant entendu que cette décision ne doit pas être interprétée comme portant atteinte aux droits des délégations.

69. Il en est ainsi décidé.

70. M. DOWEK (Observateur d'Israël) note que la Commission vient d'adopter une décision, que la délégation israélienne suivra certainement, mais qui crée un précédent d'une grande importance. Le droit de réponse accordé aux délégations doit, en règle générale, leur permettre de répondre aux attaques concrètes qui leur sont portées, même si elles doivent, pour ce faire, sortir du cadre strict du programme journalier.

71. Poursuivant son intervention dans l'exercice de son droit de réponse, M. Dowek déclare qu'en fait il aurait dû parler de la réélection du Président Assad dans le cadre de l'examen du point 8 c) de l'ordre du jour de la Commission relatif à la participation populaire.

La séance est levée à 18 h 20.